

# Quand l'enfant devient l'ancrage

## La citoyenneté des mineurs face au défi du droit du sol américain

La récente bataille autour du **droit du sol aux États-Unis** remet en lumière une réalité fondamentale pour de nombreuses familles immigrantes. En réaffirmant le principe constitutionnel du droit du sol face aux contestations politiques récurrentes et aux restrictions voulues par les courants conservateurs, la justice américaine maintient un rempart essentiel : les enfants nés sur le territoire, y compris de parents en situation irrégulière ou temporaire, demeurent citoyens américains à la naissance.

Pour les nombreuses familles haïtiennes vivant aux États-Unis, cette pérennité dépasse largement le simple cadre juridique. Elle touche à ce qu'il y a de plus intime : la possibilité pour leurs enfants de grandir avec une stabilité que les parents n'ont eux-mêmes jamais connue.

Car l'immigration haïtienne ne se résume pas à un déplacement géographique ; elle est une expérience affective, économique et existentielle. Beaucoup sont partis non pas pour abandonner Haïti, mais pour survivre ailleurs tout en continuant de porter à bout de bras ceux qui sont restés au pays. En acceptant l'exil, ces parents épousent un quotidien fait de loyers élevés, d'emplois parfois éprouvants et d'une incertitude administrative permanente.

Dans ce contexte de vulnérabilité, l'enfant né sur le sol américain devient un point d'ancrage inédit. Il détient un passeport que ses parents n'ont pas, bénéficie d'un statut que les adultes attendent parfois pendant des décennies et devient, sans l'avoir choisi, le symbole d'une sécurité familiale tant espérée.

Cette réalité est profondément humaine. Des parents peuvent passer leurs journées dans la peur d'un renouveau de statut. Pourtant, en regardant leur enfant, ils entrevoient une continuité possible, une racine nouvelle plantée dans un sol enfin « stable ».

Certes, le droit du sol ne résout pas tout. Il ne garantit pas automatiquement aux parents une régularisation,

pas plus qu'il n'efface les pressions économiques ou les angoisses du quotidien. Mais il protège l'essentiel : une citoyenneté indéboulonnable pour la génération à venir. Pour des familles haïtiennes déjà éprouvées par les crises à répétition du pays d'origine et par les exigences de la vie en diaspora, ce bouclier représente une immense victoire.

Elle signifie qu'un enfant ne sera pas condamné à hériter de la précarité administrative de ses parents. Elle prouve qu'une naissance peut encore ouvrir une porte, même lorsque l'histoire familiale est marquée par les ruptures et les départs.



La bataille autour du droit du sol

Mais cette décision révèle aussi un paradoxe saisissant. Ce sont souvent les parents les plus fragiles qui portent les sacrifices les plus lourds. Ils s'épuisent à faire vivre leur foyer aux États-Unis tout en demeurant les piliers financiers de plusieurs familles restées en Haïti. Et pourtant, leur propre droit de cité reste suspendu. La diaspora haïtienne vit ainsi dans ce double engagement permanent : construire un avenir là-bas et maintenir une survie ici.

Chaque transfert de fonds envoyé vers Port-au-Prince ou les provinces raconte une responsabilité. Chaque enfant scolarisé à Miami,

(DROIT DU SOL / p. 14)

## Réparations de l'esclavage : la Jamaïque avance, Haïti hésite, le paradoxe d'une mémoire sans stratégie...

Lorsque la Jamaïque annonce l'envoi prochain d'une délégation officielle au Royaume-Uni afin de remettre au roi Charles III une pétition formelle sur les réparations liées à l'esclavage, c'est une nouvelle étape qui s'ajoute à une dynamique caribéenne et internationale de plus en plus structurée autour de la justice réparatrice. Cette initiative ne relève pas seulement d'un geste symbolique ou mémoriel : elle s'inscrit dans une stratégie diplomatique assumée, où des États issus de l'histoire coloniale cherchent désormais à transformer la reconnaissance des crimes historiques en revendications juridiques et politiques concrètes.

Dans ce contexte, une interrogation s'impose avec une force particulière : que fait Haïti ? Premier État noir indépendant issu d'une révolution victorieuse contre l'esclavage, pays ayant subi non seulement le système esclavagiste colonial mais également une guerre d'indépendance d'une violence extrême suivie de l'imposition d'une dette qualifiée aujourd'hui de « rançon de l'indépendance », Haïti peut-elle se permettre d'observer, en simple spectatrice, des États mener un combat qui touche pourtant au cœur même de son histoire fondatrice ?

Cette question n'est pas seulement politique. Elle est historique, morale et stratégique. Elle engage la responsabilité de l'État haïtien face à sa mémoire, mais aussi face à son avenir. Car si d'autres nations avancent, organisent des commissions, construisent des dossiers juridiques et activent leurs réseaux diplomatiques, Haïti, elle, semble encore hésiter entre la reconnaissance de l'enjeu et sa traduction en action structurée.

L'enjeu des réparations n'est plus aujourd'hui un simple débat académique ou militant. Il s'est



Les Héros de Vertières, Cap-Haïtien...

progressivement transformé en un champ de confrontation juridique et diplomatique dans lequel les États, les organisations régionales et les institutions internationales redéfinissent les contours de la responsabilité historique. Les discussions au sein de la CARICOM, les positions exprimées dans divers forums des Nations unies, ainsi que les initiatives prises par plusieurs gouvernements caribéens montrent que la question est entrée dans une phase où elle ne relève plus uniquement de la mémoire, mais de la stratégie d'État.

Dans ce paysage en recomposition, Haïti dispose paradoxalement de l'un des dossiers historiques les plus solides au monde. Peu de nations peuvent articuler, dans une continuité historique aussi nette, l'expérience de l'esclavage, la violence de la colonisation, la guerre d'indépendance, l'isolement diplomatique imposé, et surtout la charge exceptionnelle de la dette de l'indépendance imposée au



Amirthanayagam

Pour La Voix du Port

Indran Amirthanayagam

Animateur de la Chaîne de la poésie

en Youtube <https://youtube.com/user/indranam>

### Avec les Éléphants !

Je vais retourner à la langue  
que j'ai appris à fleurir  
en Côte d'Ivoire  
au bord de la mer

à Grand Bassam,  
dans les maquis  
de Cocody, près  
de la lagune Ebrié.

Je vais y retourner  
aujourd'hui  
pour accompagner  
les Éléphants

dans leur premier  
match d'un éliminatoire  
de Coupe du Monde.  
S'ils échouent

ou s'ils réussissent  
l'histoire est déjà faite,  
et de plus nous avons  
pour la première fois aussi

un grand choix  
parmi les équipes d'Afrique  
pour avancer jusqu'à la fin.  
Mes respects à Noruege ?

et son étoile Haarland ?  
Celui-ci sera un match  
Merveilleux. On commence.  
Et ce poème n'aura pas

d'épilogue. On gagne.  
On perd. Ça ce fut ?  
La première fois  
ne se répète jamais.

Indran Amirthanayagam dr  
le 30 juin, 2026

XIXe siècle. Cette accumulation de préjugés constitue une singularité historique qui, sur le plan du droit international et de la morale politique, devrait conférer au pays une position centrale dans le débat mondial sur les réparations.

Pourtant, cette centralité potentielle ne se traduit pas encore en leadership diplomatique structuré. Deux commissions ont certes été créées pour travailler sur ces questions, mais leur existence soulève immédiatement une interrogation essentielle : disposent-elles réellement des moyens humains, techniques, financiers et politiques nécessaires pour accomplir une mission d'une telle ampleur ? Sont-elles opérationnelles au sens plein du terme, c'est-à-dire capables de produire des travaux scientifiques, de structurer un argumentaire juridique solide, de dialoguer avec les réseaux internationaux spécialisés et d'alimenter une stratégie étatique cohérente ?

Au-delà même de leur efficacité interne, une autre question demeure : peuvent-elles remplacer la volonté politique ? Car aucune commission, aussi compétente soit-elle, ne peut se substituer à la responsabilité de l'exécutif

(MEMOIRE / p. 14)

# Canicules : l'Allemagne, comme le reste de l'Europe, rattrapée par le climat

(CANICULES... Suite de la Page 2)

**En Allemagne, une hausse supérieure à la moyenne mondiale**

Tim Staeger rappelle que les tendances mondiales montrent, depuis le début de l'industrialisation, c'est-à-dire depuis environ 1850, une hausse moyenne des températures d'environ 1,5 degré à l'échelle de la planète. En Allemagne, l'augmentation est encore plus marquée : depuis les années 1970, la température moyenne y a progressé d'environ 2 degrés. Le pays se réchauffe donc plus vite que la moyenne mondiale.

Selon cet expert, la situation devrait malheureusement s'aggraver au cours des prochaines décennies. À la fin du siècle, la température mondiale pourrait dépasser de 2,7 degrés le niveau de l'ère préindustrielle, à condition toutefois que toutes les mesures climatiques actuellement adoptées soient effectivement mises en œuvre.

La situation météorologique actuelle pourrait donc être le signe avant-coureur d'un été sec et chaud. Le *Service météorologique allemand* estime lui aussi que cet été pourrait être supérieur d'un à deux degrés à la moyenne des trente dernières années. Il ne s'agit pas encore de prévisions météorologiques précises, mais plusieurs éléments laissent penser que cette vague de chaleur ne sera sans doute pas la dernière de la saison.

Le météorologue et auteur Sven Plöger ne dit pas autre chose. Selon lui, « à l'avenir, il faudra s'attendre plus souvent à de telles conditions météorologiques en Allemagne ».

Face aux réactions contrastées du public — entre ceux qui s'inquiètent vivement et ceux qui rappellent que de fortes chaleurs ont déjà existé par le passé — Sven Plöger insiste sur la nécessité de replacer ces épisodes dans un contexte plus large. « Nous sommes confrontés au changement climatique ; que cela nous plaise ou non n'a pas vraiment d'importance. Or, ces phénomènes se multiplient, les températures augmentent, les périodes de chaleur s'allongent et la pression s'accroît. Il faut replacer tout cela dans son contexte global. »

Selon lui, l'adaptation devient de plus en plus difficile pour les sociétés humaines. Les conséquences sont aussi sanitaires : « Il faut simplement réfléchir à ce que tout cela signifie pour notre organisme. [...] Quand on fait du

sport, les muscles génèrent encore plus de chaleur, à quoi s'ajoute le rayonnement solaire ; un ensoleillement direct peut entraîner un coup de chaleur, [...] pouvant aller jusqu'à une défaillance cérébrale. Et puis il y a le collapsus circulatoire. »

Pourtant, la question climatique semble aujourd'hui reléguée au second plan, tant dans le débat politique que dans la société. « Nous vivons dans un monde en proie à des crises, et c'est, d'une certaine manière, tout à fait humain. [...] Les gens sont inquiets, ils ont des craintes », souligne Sven Plöger. C'est aussi pourquoi la volonté de mener à bien la transition énergétique reste limitée. Mais, prévient-il, « si l'on n'agit pas, on souffrira de plus en plus de ce problème ».

## Des mesures encore insuffisantes

Dans le cadre de la loi fédérale sur la protection du climat, l'Allemagne s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 65 % d'ici 2030 par rapport à 1990, puis à atteindre la neutralité carbone en 2045. À ce jour, les émissions auraient déjà diminué de près de 48 %. Mais le chemin à parcourir reste considérable.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement fédéral a lancé un programme de protection du climat articulé autour de plusieurs priorités. Dans le domaine de l'énergie, Berlin mise notamment sur un développement massif des énergies renouvelables, avec des appels d'offres supplémentaires destinés à accélérer l'installation de nouvelles éoliennes. La transition énergétique reste ainsi l'un des piliers centraux de la stratégie allemande.

Le secteur des transports est également visé. Le gouvernement a adopté un programme de subventions destiné à soutenir l'achat d'environ 800 000 voitures électriques. Il encourage aussi l'incorporation de biocarburants, dans l'objectif de réduire les émissions liées à la mobilité, l'un des secteurs les plus difficiles à décarboner.

L'industrie, autre grand émetteur de gaz à effet de serre, doit elle aussi être accompagnée dans sa transformation. Des aides ciblées et des investissements de plusieurs milliards d'euros sont prévus afin de permettre aux entreprises de moderniser leurs procédés de production et de se tourner vers des technologies moins polluantes.

Enfin, le programme gouvernemental accorde une place à la protection de la nature. Plusieurs dizaines de mesures doivent renforcer les puits de carbone naturels, notamment les forêts et les tourbières, dont le rôle est essentiel pour absorber une partie du CO<sub>2</sub> présent dans l'atmosphère.

Malgré ces efforts, les associations environnementales et le *Conseil d'experts sur les questions climatiques* estiment que les mesures prises jusqu'à présent restent insuffisantes. Selon eux, l'Allemagne risque de ne pas atteindre pleinement ses objectifs climatiques pour 2030 si elle ne renforce pas rapidement son action.

## Ce que proposent les experts

La vague de chaleur soulève une nouvelle fois une question centrale : comment adapter les villes allemandes aux températures extrêmes ?

Pour Uwe Conradt, membre de la CDU (parti de la droite traditionnelle) et vice-président de l'Association des villes allemandes, la protection du climat et l'adaptation au réchauffement ne peuvent plus être traitées comme de simples missions facultatives. Il rappelle que les communes

agissent déjà, notamment pour rendre les villes plus supportables lors des épisodes de chaleur, mais que leurs marges de manœuvre restent limitées lorsque ces politiques ne sont financées qu'avec les moyens restants.

L' élu pointe également les limites des programmes de subventions. Utiles en théorie, ils ne profitent pas à toutes les collectivités, en particulier à celles qui manquent de personnel pour monter les dossiers et mettre en œuvre les projets. Il appelle donc à un changement de logique « en faisant de la protection du climat et de l'adaptation au changement climatique une mission obligatoire et non une mission facultative. Et il faudra alors débloquer les fonds correspondants. C'est le principe : celui qui commande paie ».

Les professionnels de santé alertent eux aussi sur l'urgence d'agir. Face aux risques liés à la canicule, l'Ordre fédéral des médecins et l'Alliance allemande pour le changement climatique et la santé ont appelé la population à faire preuve de vigilance, notamment envers les personnes vivant seules.

Les plus vulnérables sont les jeunes enfants, les personnes âgées, les malades, les personnes dépendantes, les femmes enceintes ainsi que les travailleurs exposés au soleil. Les autorités sanitaires recommandent également à chacun de se protéger contre la chaleur et les rayons UV. Dans le même temps, les hôpitaux se préparent à une hausse du nombre de patients dans les services d'urgence.

Mais malgré la multiplication des journées de canicule, les établissements hospitaliers allemands restent encore peu préparés. Les Länder ne disposent pas de plans contraignants, et les hôpitaux sont largement laissés libres de mettre en place leurs propres solutions. Le ministère fédéral de la Santé propose bien un modèle de plan de protection contre la chaleur, avec des objectifs de température pour les locaux — 26 degrés le jour et 20 degrés la nuit —, mais ceux-ci ne sont pas obligatoires, contrairement à ce qui existe par exemple en France.

Cette absence de contrainte nourrit les critiques. Comme le déplore la direction d'un hôpital, la protection contre la chaleur reste « malheureusement une activité facultative ». Même lorsque des subventions sont accordées pour agrandir les urgences, les mesures spécifiquement destinées à protéger les patients et le personnel des fortes chaleurs sont encore perçues comme un « luxe ».

Anne Hübner, médecin en soins intensifs au Centre de compétence pour une médecine résiliente au changement climatique, a déclaré à la radio MDR AKTUELL que le sujet était bien identifié par les responsables politiques et les hôpitaux, mais que le financement et la mise en œuvre « traînaient derrière ». Elle espère que des vagues de chaleur comme celle-ci provoqueront une prise de conscience et déboucheront enfin sur des actions concrètes.

Selon elle, les hôpitaux allemands accusent « dix ans de retard sur la France » en matière de protection contre la chaleur. Dans de nombreux établissements, les responsabilités ne sont même pas clairement définies. Or la chaleur aggrave la situation des patients déjà fragiles. C'est pourquoi la *Fondation allemande pour la protection des patients* réclame des directives contraignantes et de « véritables investissements ». Jusqu'à présent, estime-t-elle, les plans de protection contre la chaleur s'arrêtent souvent là où commencent les dépenses.

Huguette Hérard

## Quand l'enfant devient l'ancrage La citoyenneté des mineurs face au défi du droit du sol américain

(DROIT DU SOL... suite de la Page 13)

New York ou Boston raconte une espérance. Chaque famille installée dans l'incertitude raconte une lutte silencieuse pour transformer l'exil en destin.

C'est pourquoi le débat sur le droit du sol doit être lu bien au-delà des affrontements politiques de Washington. Pour les familles de la diaspora, il touche à la question fondamentale de l'appartenance. Où commence la sécurité d'un enfant? Dans un document officiel? Dans une école? Dans la maîtrise d'une langue? Ou dans une terre qui le reconnaît pleinement dès son premier cri? Peut-être un peu dans tout cela.

Le soulagement des parents haïtiens est à la mesure de leurs sacrifices, non pas parce que leur vie devient simple, mais parce qu'une frontière morale et légale reste inviolable : celle qui sépare l'enfant de l'instabilité administrative des adultes.

Dans un espace public où les migrants sont trop souvent réduits à des statistiques ou des variables électorales, il est nécessaire de rappeler que derrière chaque statut, il y a des visages. Derrière chaque texte de loi, il y a des berceaux, des repas à préparer, des appels impatients vers Haïti et des rêves déposés dans les mains de la jeunesse. Les parents partis outre-atlantique n'ont pas rompu les liens avec leur terre natale ; ils la portent en eux. Mais ils refusent que leurs enfants héritent des mêmes tempêtes.

Et c'est peut-être là le sens le plus profond du **droit du sol** : dans la réalité souvent instable de l'exil, il garantit qu'un enfant puisse commencer sa vie sans être prisonnier du statut de ses parents. Il crée un point d'ancrage que ni l'incertitude administrative ni les déplacements forcés ne peuvent effacer. Pour des milliers de familles, ce principe représente plus qu'une règle juridique : c'est la certitude qu'au moins une génération pourra avancer librement, sans devoir négocier son droit d'être sur le sol américain.

Michelle Latortue

## Chaleur extrême en République Dominicaine La NOAA place le pays au niveau de risque le plus élevé

**L**a République dominicaine a été classée au niveau de risque le plus élevé pour la chaleur extrême par la *National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)*. L'alerte couvre la période du 1er au 7 juillet, alors qu'une intense vague de chaleur touche plusieurs pays des Caraïbes.

Le Centre de prévision climatique de la NOAA a placé la République dominicaine dans sa catégorie maximale de risque de chaleur extrême. L'agence américaine avertit que les températures élevées pourraient avoir des conséquences importantes sur la santé, en particulier pour les personnes les plus vulnérables.

Cette alerte s'inscrit dans un épisode de chaleur qui affecte une grande partie de la région des Caraïbes.

Une vague de chaleur persistante frappe le pays ...

Depuis plusieurs semaines, la République dominicaine connaît des températures exceptionnellement élevées. Cette situation est renforcée par une forte humidité, les conditions saisonnières et la présence de poussières sahariennes, qui accentuent la sensation de chaleur.

Ces facteurs maintiennent des conditions particulièrement éprouvantes sur l'ensemble du territoire.

Un record de 39,9 °C enregistré en 2026 ...

Lundi, le pays a enregistré sa température la plus élevée depuis le début de l'année 2026. Selon l'Institut dominicain de météorologie (Indomet), le mercure a atteint 39,9 °C.

Le record a été mesuré à la station météorologique de Sabaneta, dans la province de Santiago Rodríguez. L'Indomet estime que cette valeur illustre l'intensité de la vague de chaleur qui touche actuellement le pays.

Les autorités invitent la population à limiter les activités en plein air pendant les heures les plus chaudes, à boire suffisamment d'eau et à suivre les bulletins météorologiques officiels. La chaleur extrême devrait se poursuivre au cours des prochains jours, maintenant un risque élevé dans plusieurs régions du pays.

Vant Bèf Info (VBI)  
Avec DiarioLibre

<https://link.boutilye.com/melodiefm>